

REGARD CRITIQUE

Le journal du comité de la CUAE

Automne 2013 n° 43

ÉDITO DE LA RENTRÉE

Salut à toi !

L'Université est bien riche en désillusions. Si tu ne t'en es pas encore aperçue*, tu en feras l'expérience bientôt. On nous dit que, plutôt qu'à un moment d'épanouissement de notre esprit critique, les études devraient se résumer à une course à crédits ECTS qu'il faut terminer au plus vite pour ne pas trop peser sur le contribuable. Une injonction difficile à respecter ! Entre jobs étudiants précaires et mal payés et bourses d'études impossibles à obtenir, le moins qu'on puisse dire c'est que notre parcours académique est semé d'embûches.

Si la récente réforme du système d'octroi des bourses dans notre canton a eu des effets catastrophiques, le contexte était déjà largement défaillant. C'est sur ce sujet que nous revenons aux pages 2 et 3 de ce numéro de *Regard Critique*.

À la Conférence Universitaire des Associations d'ÉtudiantEs (CUAE) nous pensons que nous organiser pour défendre nos conditions de vie et d'études n'est pas

une chimère mais une nécessité quotidienne.

Le manque de chambres à prix abordables est le problème que toute étudiante affronte tous les jours. Il est grand temps de nous faire entendre dans la rue, c'est pour cela que la CUAE participe à l'organisation d'une manifestation sur le logement le 28 septembre prochain (p. 7).

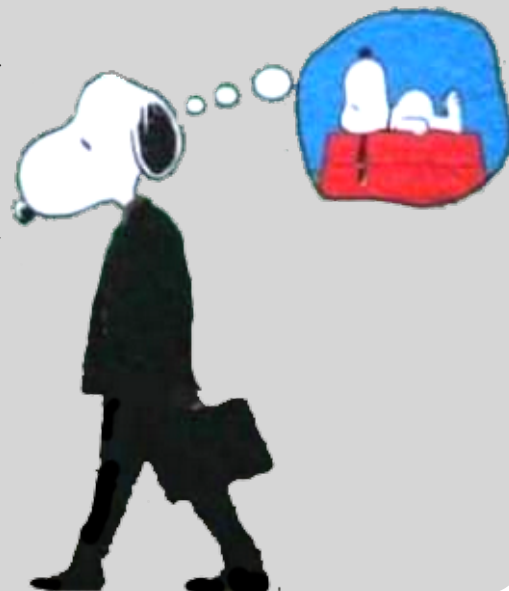
Loin de ressembler à un espace où les étudiantes sont invitées à s'exprimer sur les décisions qui les concernent, l'Université est un lieu où les étudiantes doivent toujours se battre pour que leur parole soit prise en compte. Lors de la scission de la faculté des Sciences Économiques et Sociales (SES), c'est la mobilisation des étudiantes concernées qui a permis un semblant de débat sur l'avenir de cette faculté. Le cas des étudiantes en pharmacie – auquel nous avons consacré un article dans ce numéro de *Regard Critique* (p. 4) – est un autre exemple de l'arrogance des autorités académiques qui a dû être réfrénée par la réponse solidaire des étudiantes de cette section.

À propos de réponse solidaire, nous te proposons aussi une interview d'un étudiant de l'Association des Étudiants en Social (ADES) sur la grève des taxes d'études qui fait suite à la mobilisation du printemps dernier sur l'augmentation des frais de scolarité dans les Hautes Écoles Spécialisées (HES) de Genève (pp. 5-6).

Quelques brèves et un superbe mots croisés clôturent ce numéro, ce qui te permettra d'avoir la patate pendant tes premières heures de cours.

Bonne rentrée et à bientôt dans les auditoriums ou dans la rue !

Le Comité de la CUAE



* Les termes au féminin s'entendent, bien sûr, aussi au masculin

Egalité de chances et bourses d'études à Genève : une tragi-comédie en deux actes

« L'histoire se répète toujours deux fois : la première fois comme une tragédie, la seconde fois comme une farce »
(Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*)

À la poursuite d'un objectif mouvant

La notion « d'égalité des chances » est la clé de voûte des discours portant sur les différentes formes de soutien financier accordé aux étudiantes. L'instrumentalisation de ce concept par les politiques lui confère une place de premier ordre, même lorsque les réformes envisagées vont incontestablement à l'encontre des intérêts des étudiantes. L'articulation entre les débats sur l'augmentation des taxes et sur les bourses d'études est particulièrement symptomatique de cette instrumentalisation qui consiste à justifier les augmentations des taxes d'études par l'amélioration du système des bourses.

Petit retour en arrière

À Genève, l'absence de taxes dans les écoles supérieures a longtemps été un enjeu considérable. En 1966, les jeunes du parti radical, soutenus par tous les partis politiques, ont réussi grâce à une initiative pour la démocratisation des études à faire passer la gratuité à l'université de Genève.

La plupart des partis politiques genevois ont également soutenu en 1998 l'exonération des taxes dans les hautes écoles spécialisées (HES) toujours dans le souci que la jeunesse ne soit pas empêchée d'accéder aux études secondaires par le manque de moyens financiers.

Justifier les taxes par l'amélioration du système des bourses

Taxes partout, bourses nulle part

Aujourd'hui, l'ensemble des partis politiques sont favorables à l'augmentation des taxes d'études. C'est ainsi qu'une initiative parlementaire venant du Parti Socialiste (PS) et visant au triplement des taxes pour certaines étudiantes dans les École Polytechniques Fédérales (EPF) a été dernièrement mise en discussion. Pourtant « l'égalité des chances » et la démocratisation des études restent au centre de la rhétorique politique sur les conditions des étudiantes grâce à une drôle d'équation : plus de taxes mais aussi plus de bourses. Bien évidemment, cette affirmation, plus qu'une subtile manipulation, relève de la grossière escroquerie. Et un escroc n'a nullement besoin de se soucier de la réalité pour vendre son mensonge. Et donc voilà l'état de Genève qui récupère 3 millions de francs destinés aux bourses d'études l'année même où il im-

Un escroc n'a nullement besoin de se soucier de la réalité

pose une augmentation de taxes de CHF 1'000 par année pour certaines étudiantes des Hautes écoles Spécialisées (HES) (voir regard critique n°42).

Les bourses comme un moyen de contrôle efficace

Les réformes actuelles prétendent qu'un bon système de bourses permet de mieux tenir compte des besoins des étudiantes en contrôlant de manière systématique et individuelle l'ensemble de la vie de la postulante. En ciblant plus précisément les étudiantes celles-ci seraient mieux discriminées ce qui empêcherait les « profiteuses » de décrocher une bourse. Pourtant, la rigidité et la quantité de critères à réaliser empêchent la plupart des étudiantes d'y accéder. Obtenir son diplôme dans les délais les plus courts, avoir des parents prêts à donner l'ensemble de leur paperasse administrative, ne pas trop travailler, travailler suffisamment, être prête à supporter les longs délais d'attente pour avoir une réponse du service des bourses font partis des conditions que les étudiantes doivent subir chaque année pour espérer obtenir une bourse. Ces conditions sont d'autant plus abjectes qu'elles dessinent le profil d'une boursière idéale ce qui fait passer à la trappe les étudiantes dont les parcours de vie ne

satisfont pas les bureaucrates.

À qui profite l'égalité des chances ?

Ne soyons pas dupes : le système des bourses, tel qu'il est conçu en Suisse, favorise une vision compétitive et entrepreneuriale des études. Les défenseuses des bourses ne s'en cachent pas en répétant à qui veut l'entendre que l'étudiante est une ressource précieuse dans laquelle il faut investir. Un investissement qui suppose bien sûr un contrôle permanent de la qualité de la « marchandise », car il ne faudrait quand même pas perdre de vue son objectif lucratif.

Sous couvert de « l'égalité des chances », les politiciennes de tout bord ont réussi à surveiller de plus près les étudiantes les plus précaires qui souhaitent entrer à l'université. Et la reproduction sociale est assurée : les nanties font de la place pour leur progéniture. Mais pour que la victoire soit complète, encore aurait-il fallu que les autorités se contrôlent sur leur contrôle... ce que le service des bourses et des prêts d'études de l'état de Genève n'a pas su faire l'année dernière.

L'exemple genevois

Profitant de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi en juin 2012, ce service s'acharne sur les étudiantes en exigeant une quantité effrayante de papperasse. Malheureusement pour lui, son calcul du montant des bourses est devenu telle-

ment complexe qu'il n'arrive plus à répondre aux étudiantes en respectant ses propres exigences. Ainsi, des étudiantes attendent une année entière pour recevoir finalement des décisions parfois contradictoires, de sorte que les étudiantes ne savent même pas si elles sont boursières. De plus, des erreurs grossières de calculs sont commises régulièrement. Depuis que la CUAE a envoyé, au printemps dernier, un appel à témoignage, les étudiantes affluent aux permanences et font part de leur parcours délirant avec ledit service.

Grâce à la mobilisation des étudiantes sur cette question, le service a été obligé de faire machine arrière sur quelques aspects relatifs au calcul des bourses. Cependant, trop d'étudiantes se retrouvent privées des moyens nécessaires à la poursuite de leurs études.

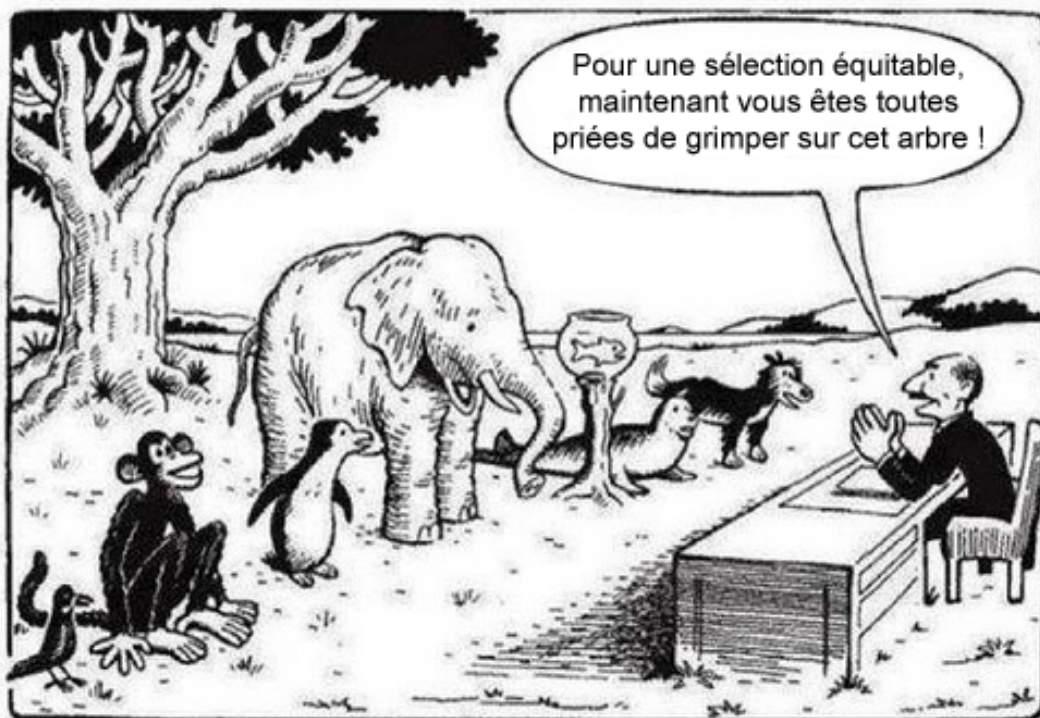
Si nous continuerons à nous battre contre ce service, nous ne nous laisserons pas leurrer par les discours fumeux des politiciennes. Le régime des bourses, tel qu'il est conçu en Suisse, voit les étudiantes comme des produits pour lesquelles il est parfois, et pour certaines d'entre elles, financièrement attractif d'investir de l'argent.

C'est pour cela que le système des bourses et l'augmentation des taxes sont deux procédés qui opèrent de la même manière : cibler les étudiantes rentables et décourager celles qui ne le sont pas. **Nous refusons un discours qui sous des apparences bienveillantes permet les manipulations les plus pernicieuses.**

Pour en savoir plus :

<https://www.facebook.com/BoursesGeneve>

Les nanties font
de la place pour leur
progéniture



SERVICE DES BOURSES DE L'ETAT DE GENEVE

Fac des sciences : été brûlant en sciences pharmaceutiques

Et c'est une folie à nulle autre seconde

De vouloir se mêler de corriger le monde

(Molière, *Le Misanthrope*)

La session d'examens d'août/septembre présente un caractère facultatif dans la faculté des sciences. Pour les étudiantes, cela signifie en pratique une possibilité de redoublement, c'est-à-dire de se désinscrire de la session d'août et de suivre le cours lié à l'examen échoué une seconde fois avant de repasser l'examen. Certains délais doivent être respectés mais, en principe, tout le monde peut en bénéficier en s'adressant au secrétariat de la faculté des sciences.

Nœud coulant pour étudiantes

Cette disposition réglementaire n'est toutefois pas du goût du président de la section des sciences pharmaceutiques. Courant juillet, il explique au secrétariat de la faculté que la désinscription sera désormais impossible pour les étudiantes en sciences pharmaceutiques. Mis sous pression, le secrétariat s'exécute et à la fin du mois de juillet, plusieurs dizaines d'étudiantes se voient notifier le refus de leur désinscription pour un ou plusieurs examens. Cette décision leur est parfois communiquée par le président de la section lui-même (!) qui explique que les étudiantes en sciences pharmaceutiques auraient dû davantage travailler durant l'année et que « sa » section ne tolère pas un tel man-

que de sérieux dans l'organisation des études. Panique à bord chez les étudiantes ! On pensait repasser 2 examens durant la session d'août et voilà qu'on vous oblige à en repasser 4. Certaines ont aussi pris un job d'été pour répartir leurs examens à refaire en deux sessions. Bref, pour beaucoup, l'obligation de passer les examens durant la session d'août/septembre signifie en pratique l'élimination de la faculté des sciences.

Les étudiantes tapent du poing

Des étudiantes tentent de raisonner le président de la section en lui envoyant des emails. Peine perdue, celui-ci ne veut rien entendre et développe une logorrhée méritocratique afin de mettre un terme à toute discussion. Quelques dizaines d'emails plus tard, des étudiantes prennent contact avec la CUAE afin de faire valoir leurs intérêts auprès de l'autocrate qui leur sert de professeur. Nous sommes au début du mois d'août : le délai de désinscription aux examens est dépassé et les étudiantes en pharmacie ont, à juste titre, l'impression de s'être fait berné par le président de section. La CUAE a regroupé les témoignages et a développé un argumentaire sur l'illégalité intégrale des pratiques d'intimidation du président de la section des sciences pharmaceutiques. Le doyen est ensuite alerté de la situation par la CUAE.

Il n'était pas au courant qu'un professeur pouvait modifier un règlement d'études à sa guise (nous non plus !). Quelques heures plus tard, il accède aux revendications étudiantes en permettant aux étudiantes en sciences pharmaceutiques de passer les examens de leur choix durant la session d'août.

La « paix » académique sent le souffre

Le dénouement inespéré de cette affaire fait mentir les sceptiques, car il prouve que la contestation permet d'obtenir des résultats concrets. L'histoire pourrait se terminer ici. Mais il est intéressant de s'attarder sur les enseignements que nous pouvons en tirer, en tant qu'étudiantes. Car cet incident en sciences pharmaceutiques ne peut pas être considéré comme un cas isolé. Dire que le président de la section des sciences pharmaceutiques s'est comporté de manière cynique, injuste et brutale ne suffit pas. Les professeurs de cette université adoptent en permanence des comportements de ce type avec les autres corps de l'université, en sciences comme ailleurs. Cette contradiction inhérente aux rapports hiérarchiques éclate simplement au grand jour lorsque quelqu'un réagit ! La contestation inverse le rapport de force en présence et conduit l'autorité à réviser son jugement. Souvenons-nous de la leçon des étudiantes en sciences pharmaceutiques : s'agrèger rend toujours plus fort.

Le fait de s'agrèger rend toujours plus fort

Panique à bord chez les étudiantes !

Grèves des taxes dans les HES : interview

Au printemps dernier, la CUAE a participé à la mobilisation contre la suppression de l'exonération des taxes d'études pour les résidentes genevoises dans les Hautes Écoles Spécialisées (HES) (voir Regard Critique n°42). Bien que plusieurs centaines d'étudiantes soient descendues dans la rue pour protester contre cette mesure, celle-ci a finalement été approuvée lors du vote du budget du Canton en avril dernier. Les étudiantes des HES poursuivent leur combat et lancent une « grève des taxes » lors de cette rentrée 2013 au moment où la hausse des taxes deviendra effective. Nous avons rencontré l'Association Des Étudiants en Social (ADES) pour en parler.

CUAE: *Peux-tu nous parler de cette « grève des taxes » qui va débiter à la rentrée dans les HES?*

ADES: L'idée est née suite aux dernières mobilisations pour s'opposer à la suppression de l'exonération des taxes en avril. Il y a eu des manifestations, dont une avec les syndicats des services publics dans le cadre du budget. Mais les politiciens n'ont pas du tout pris en considération nos revendications. La suppression de l'exonération des taxes a été votée et, à partir de la rentrée, on commencera à payer 500 CHF de taxes par semestre. Une grève de taxes signifie refuser de payer en réunissant un maximum de monde : ceux qui ne peuvent pas payer ainsi que ceux qui sympathisent avec cette

lutte... Le but est d'avoir un poids médiatique, d'être une force politique.

CUAE : *Cette grève des taxes c'est un peu la dernière arme que vous avez décidé de sortir après une mobilisation assez longue. Comment avez-vous vécu ces moments de lutte ? Peux-tu nous en dire un peu plus ?*

ADES: Personnellement, au début j'ai vraiment eu l'impression que les gens n'étaient pas du tout au courant de l'adoption de cette mesure de ce qu'elle impliquait. C'est vraiment ce que j'ai remarqué pendant les tractages. On a donc dû rendre visible la mesure, en commençant par notre école, la Haute École de Travail Social (HETS). Puis nous sommes passés aux autres écoles en travaillant avec d'autres associations d'étudiants. Il y a d'abord eu une réunion de cinq ou six associations d'étudiants des HES qui se sont rencontrées pour parler de ce qui était en train de se passer. Il a été décidé de faire une pétition électronique pour récolter les signatures des étudiants HES. Celle-ci a réuni environ 700 signatures. Elle a été délivrée à Charles Beer en personne [Conseiller d'état chargé du Département de l'Instruction Publique] par un groupe d'étudiants HES et de sympathisants de la cause contre la hausse des taxes. Après, on est descendu dans la rue. Un première manif a rassemblé quelques 400 étudiants qui sont arrivés jus-

qu'au Grand conseil. Puis une deuxième manifestation a eu lieu quelques semaines après.

CUAE : *Les membres de la CUAE qui étaient présents ont vraiment eu l'impression que il y avait une bonne énergie à ces manif. Quels retours avez-vous eu ?*

ADES: C'est vrai, on eu plein de retours des gens de notre école qui ont trouvé très bien qu'on fasse cela, autant parmi les professeurs que parmi les étudiants. Vraiment, on a récolté beaucoup de soutien ! Des gens ont également trouvé qu'il y avait une bonne ambiance et ils étaient contents d'être venus. La mobilisation a aussi produit l'effet positif de rendre notre association [l'ADES] beaucoup plus visible. Chez les étudiants, beaucoup ont rejoint l'association suite à la mobilisation et certains, qui avaient déjà un pied dans l'association, ont pris une part plus active suite à cette mobilisation. Il y a également eu une bonne visibilité au niveau des enseignants. À la HETS, beaucoup d'entre eux sont assez engagés et sont aussi préoccupés par ces problèmes. Cela donnera sûrement lieu à des collaborations futures avec eux.

CUAE: *En revanche, calme plat au niveau des réactions politiques...*

ADES: C'est vrai que nous avons ressenti qu'au Grand conseil, les

Les politiciens n'ont pas pris en compte nos revendications

politiciens étaient pris dans des pourparlers qui étaient bien à côté de nos problèmes. On a fait du bruit mais on n'a pas eu le moindre interlocuteur. Je crois que ça n'a même pas été discuté. Aucun parti n'a mis ce point à l'ordre du jour ou n'a déposé d'amendement. Et cela malgré une promesse du Parti Socialiste (PS), enfin une promesse officieuse...

CUAE : Là, tu touches un point intéressant à propos des partis qui déclarent dans leurs programmes avoir à cœur l'accessibilité des études alors qu'ils sont en train de façonner les augmentations des taxes d'études. Je pense à Charles Beer mais aussi à l'initiative du Parti Socialiste pour tripler les taxes des étudiants étrangers dans les EPF. Qu'en penses-tu?

ADES : Il y a peut-être un gouffre entre leur base militante et leurs délégations qui auraient le pouvoir de faire quelque-chose. Après la première manif - qui avait quand même mobilisé plus de 400 étudiants, ce qui n'est pas rien! - nous avons sollicité le PS pour qu'ils fassent quelque chose dans notre sens. Ils nous ont expliqué que

d'une part, ils n'avaient rien fait et que d'autre part, ils ne comptaient rien faire. Qu'ils trouvaient presque gonflé de notre part d'oser gueuler contre cette augmentation des taxes !

CUAE : C'est vrai que souvent, on entend que 1'000 CHF, cela ne représente pas grand chose et plein d'autres discours de ce type...

ADES : ...Alors que dans un budget étudiant cela fait beaucoup, surtout dans le contexte genevois! Une chambre d'étudiant c'est environ 500 CHF par mois. Ainsi, 1000 CHF, c'est comme payer deux loyers de plus chaque année ! En plus, ce n'est pas évident de trouver du boulot à côté des études. Dans certaines formations cela devient vraiment impossible. A l'HETS il y a plein d'étudiants qui n'arrivent juste pas à travailler assez à côté de leurs études pour vivre. Et ceux qui le font sacrifient beaucoup de choses : moi je travaille énormément à côté de mes études - heureusement pour l'instant ça ne pèse pas trop sur mes résultats - mais c'est sûr que je

réussirais mieux en bossant moins. En revanche, les autres choses qui me tenaient à cœur, comme le sport... j'ai dû arrêter le football pour bosser plus, lâcher la musique. Et je n'ai pas non plus envie de penser qu'au pognon.

CUAE : Il y aura déjà cette grève des taxes à la rentrée. Vous pensez dans tous les cas poursuivre ce combat sur les taxes et sur les conditions des étudiants ?

ADES : Au niveau de l'association nous comptons continuer. Pour nous, la priorité maintenant, c'est d'expliquer aux étudiants qui débudent ce semestre que ces taxes, c'est encore tout frais, qu'on est encore dans cette lutte et qu'il n'est pas trop tard pour nous faire entendre ! Ce n'est pas parce qu'on a choisi une formation où tout à coup, les politiciens ont décidé qu'il fallait payer mille balles par an qu'il faut s'exécuter. D'où ce refus de payer, ce qui est une manière de rendre visible le combat qu'on mène, de ne pas s'essouffler. Il faut vraiment garder ce dossier brûlant. Qu'on en parle quoi !

Je n'ai pas non plus envie de penser qu'au pognon

- Comme vous pouvez le constater de vous-même, tout dépend du côté de la table où l'on est assis



Le 28 septembre, reprenons la ville !

Le 28 septembre, prenons la rue pour manifester pour le logement et pour des lieux de vie.

Marre qu'on nous bassine avec la prétendue « crise » pour justifier la situation du logement à Genève. Le casse-tête pour trouver un toit et la cherté des loyers sont le résultat d'une pénurie organisée pour le profit des régies, des propriétaires et du patronat de la construction. Ces dernières sont les accapareuses de la ville et sont regroupées en de puissants lobbies qui font et défont la politique du logement de l'État.

Marre d'écouter les promesses des politiciennes qui font miroiter le « développement » du canton et d'improbables pourcentages de « logement d'utilité publique » pendant que seuls les chiffres des profits grimpent.

Parmi toutes les personnes subissant la pénurie organisée de lieux habitables et vivants, les personnes en formation sont particulièrement affectées: discriminées par les régies, nous sommes vulnérables aux arnaques et subissons les conditions d'habitation les plus sordides. C'est pire lorsque nous avons le défaut d'être étrangères. Et cette précarité devrait nous pousser à nous montrer reconnaissantes des boîtes de quelques mètres carrés, appelées également « logement étudiant » et inaugurées en grande pompe.

Recrachons les miettes du béton!

Réunissons-nous pour résister et nous approprier la ville!

Isolées dans la galère, nous ne sommes rien si ce n'est des concurrentes sur le marché du logement. Aux organisatrices de la pénurie de l'espace, il faut opposer un mouvement des habitantes des quartiers et de toutes les mal-logées solidaires.

Organisons-nous pour mener une lutte contre la toute puissance des régies. Montrons notre force face aux expulsions qui sévissent toute l'année, de l'hiver à l'automne! Battons nous contre la morosité d'une ville-vitrine !

Rendez-vous Samedi 28 septembre
à 14h à la place des Alpes

BREVES

Matins difficiles

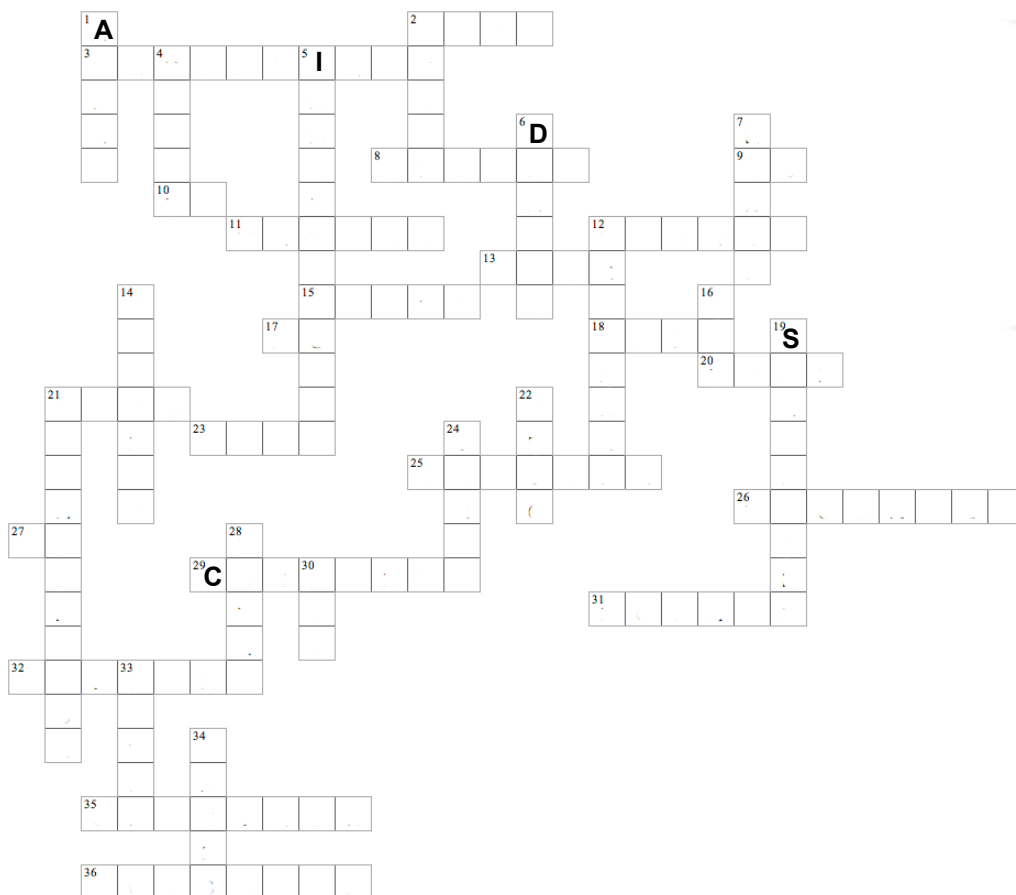
Invité de l'émission le Journal du matin du 21 août dernier sur la chaîne RTS la 1ère, le conseiller d'État Charles Beer se félicite d'avoir fait diminuer le « décrochage scolaire » et le nombre de « poids pour la société » à Genève. Or, simultanément, celui-ci augmente les taxes d'études dans les HES, sabote le versement normal des bourses d'études et renvoie des étudiantes vers l'Hospice pour financer leurs études. Les nutritionnistes l'ont pourtant dit à de nombreuses reprises - sauter son petit-déjeuner le matin nuit gravement à la concentration. C'est pourtant pas compliqué !

Nordmann prend l'eau

La hausse des taxes dans les écoles polytechniques annoncée l'année dernière et qui avait donné lieu à un sit-in à l'EPFL le 22 novembre 2012 est repoussée. Les membres des commissions parlementaires du Conseil des États et du Conseil National se battent encore pour savoir qui a le plus raison.

Ça déménage !

Dès cette rentrée, vous pourrez retrouver le bureau de la CUAÉ, mais aussi le Nadir (espace autogéré) et la Commission de Gestion des Taxes Fixes (CGTF) dans les nouveaux locaux des associations d'étudiantes du 102 bd Carl-Vogt; en lieu et place d'une ancienne librairie dont-nous-n'évoquerons-pas-le-nom-pour-ne-pas-lui-faire-de-pub.



Horizontal

2. Le fait d'égarer quelque chose
3. Se dit d'une prison ou d'Uni Mail
8. L'association des étudiantes en science po et relations internationales
9. Assemblée des déléguées de la CUAE
10. Abréviation de Regard Critique
11. La seule loi respectée à l'université, celle du...
12. Ce que tu n'entends jamais le matin
13. Le syndicat étudiant qui est toujours là pour toi
15. Coopérative de logement étudiant
17. Assemblée de l'université
18. Journal étudiant en ligne
20. Le conseiller d'état qui a augmenté les taxes dans les HES

21. Les crédits « à la bolognaise »
23. On le dit pas si mauvais au premier étage d'Uni Mail
25. Une pénible activité estudiantine, surtout pendant l'été
26. Le patron de l'Unige
27. Il prétend mesurer ton intelligence
29. Ancien journal des étudiantes de l'Unige
31. Aide financière à la formation impossible à obtenir
32. Le trophée qu'on obtient parfois à la fin des études
35. Chose que tu n'apprends pas à faire à l'université, être ...
36. Ce qu'a subi la faculté de SES

La citation du jour

« La réalité de l'aliénation est la réalité de ce monde irréel »

(Jean-Pierre Voyer, *Une Enquête sur la nature et les causes de la misère des gens*, 1976)

L'épatant mots-croisés de la CUAE

Retrouve la solution sur cuae.ch

Vertical

1. Réconfort après la dernière heure de cours
2. Le fait d'égarer quelque chose
4. Espace autogéré de l'Unige
5. Dès que tu fais partie de la prétendue communauté universitaire
6. Activité typique à mener en bibliothèque
7. Le moment où l'on descend dans la rue
12. L'étudiante doit l'être
14. Là où tu t'empresse d'aller à la fin des cours
16. Lorsqu'on le qualifie d'étudiant, il est particulièrement précaire
19. Cours en petit groupe
21. Quand l'université ne veut plus de toi
22. On en veut lorsqu'on lance une start-up
24. Ce qui manque quand les examens approchent
28. Étape forcée à midi
30. La commission qui s'occupe des oppositions à l'université
33. Plein d'étudiantes ont de la peine à le payer à la fin du mois
34. L'aliment étudiant par excellence

A propos de la CUAE

Sous le sigle CUAE se cache la Conférence Universitaire des Associations d'ÉtudiantEs, association faîtière et syndicat des étudiantes de l'UNIGE, et leur porte-parole auprès des autorités universitaires et politiques.

La CUAE a pour but de défendre les intérêts des étudiantes tout en offrant un certain

nombre de services. Dans ce sens, elle fonctionne comme un syndicat et adopte la ligne et l'opinion de la majorité des gens qui s'y engagent. La CUAE est politiquement indépendante. Ses structures sont démocratiques et elle est ouverte à toute étudiante, et à toute association étudiante de l'Université dont les statuts sont compatibles avec les siens.

Contacts

102 bd Carl-Vogt (UniMail)

1205 Genève

tél. 022 379 87 97

cuae@unige.ch

www.cuae.ch